

# **ULTRAS, EXTRÊMES**

## **LES RADICALITÉS DE GAUCHE À DROITE**



**JEAN-YVES CAMUS**  
**ROMAIN DUCOULOMBIER**  
**NICOLAS LEBOURG**  
**ISABELLE SOMMIER**  
**DAVID DOUCET**

# **ULTRAS, EXTRÊMES**

LES RADICALITÉS DE GAUCHE À DROITE

---

**JEAN-YVES CAMUS  
ROMAIN DUCOULOMBIER  
NICOLAS LEBOURG  
ISABELLE SOMMIER  
DAVID DOUCET**

**Jean-Yves Camus** est chercheur, directeur de l'Observatoire des radicalités politiques de la Fondation Jean-Jaurès. Il est notamment l'auteur avec Nicolas Lebourg de *Les extrêmes droites en Europe* (Seuil, 2015).

**Romain Ducoulombier** est agrégé d'histoire, actuellement professeur d'histoire au lycée du Noorderover à Grande-Synthe (Nord) et membre de l'Observatoire des radicalités politiques de la Fondation Jean-Jaurès. Il a soutenu en 2007 à Sciences Po Paris, sous la direction de Marc Lazar, une thèse de doctorat sur *Régénérer le socialisme. Aux origines du communisme en France (1905-1925)*, qui a remporté le prix Henri-Hertz des Universités de Paris. Il a également codirigé avec Vincent Chambarlhac *Les socialistes français et la Grande Guerre. Ministres, militants, combattants de la majorité, 1914-1918* (Éditions universitaires de Dijon, 2008).

**Nicolas Lebourg** est chercheur associé au Centre d'études politiques de l'Europe latine (UMR 5112 CNRS-Université de Montpellier) et *research fellow*, programme « History of Fascism in Europe and Eurasia », Institute for European, Russian and Eurasian Studies, George Washington University. Il est membre de l'Observatoire des radicalités politiques de la Fondation Jean-Jaurès. Il est notamment l'auteur avec Jean-Yves Camus de *Les extrêmes droites en Europe* (Seuil, 2015).

**Isabelle Sommier** est professeure de sociologie politique à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne, et chercheuse au Centre européen de sociologie et de science politique de la Sorbonne. Elle a notamment publié *La violence politique et son deuil. L'après-68 en France et en Italie*, Presses universitaires de Rennes, 1998 (2008, 2<sup>e</sup> éd.), *La violence révolutionnaire*, Presses de Sciences Po, coll. « Contester », 2008.

**David Doucet** est rédacteur en chef web du journal *Les Inrockuptibles* et l'auteur avec Dominique Albertini de *Histoire du Front national* (Tallandier, 2014).

## INTRODUCTION

**Jean-Yves Camus**

directeur de l'Observatoire des radicalités politiques  
de la Fondation Jean-Jaurès

Dans le cadre de la série de débats sur les radicalités organisés par l'Observatoire des radicalités politiques de la Fondation Jean-Jaurès, il nous a semblé nécessaire de dresser un panorama aussi complet que possible de ce que recouvrent les radicalités politiques en France.

Il s'agit ici d'abord de tenter de trouver une définition dans toute sa complexité de ce que l'on nomme « radicalité politique », puis de s'interroger d'une part sur les convergences entre les groupes ultras et radicaux dits de « gauche » et les groupes ultras et radicaux dits de « droite », d'autre part sur ce que l'on peut qualifier de « radical » dans les offres du jeu politique actuel.

Les analyses reprises dans ce cahier, qui montrent que la sémantique a un sens, s'avèrent utiles pour lever les malentendus et appréhender plus sereinement un certain nombre de débats contemporains.

## INTERVENTIONS

### **David Doucet**

Depuis trois ans, dans les médias, et notamment à la télévision, le terme de « radicalité » ne cesse de revenir dans le débat public, à la faveur de la Manif pour tous, tout d'abord. On pensait les mouvements radicaux de droite en sommeil depuis la dissolution d'unités radicales en 2002 après la tentative d'attentat de Maxime Brunerie et plus récemment avec la dissolution de l'Œuvre française de Pierre Sidos, en 2013. Or on a vu avec le Printemps français et Jour de colère qu'il n'en était rien et qu'il y avait encore des mouvements radicaux de droite non seulement capables d'action violente mais aussi, grâce à une forme d'émulation, de rassembler énormément de monde dans les rues de la capitale.

De la même manière, à l'extrême gauche, de l'autre côté de l'échiquier politique, et au sein de la mouvance anarcho-autonome, on a vu une sorte de nouvel essor depuis 2009 avec les Black Blocs et la perturbation du Sommet de l'OTAN à Strasbourg, où ont eu lieu dans les rues des affrontements assez violents. Et encore en ce moment, avec les différents heurts dans les manifestations autour de la loi Travail, on voit qu'il existe une mouvance anarcho-autonome qui est assez vive et pour qui la conflictualité est un moyen de renverser le système.

Néanmoins, si le terme de « radicaux » ou de « radicalité » vient naturellement à l'esprit pour définir ces mouvements, il est difficile de définir cette radicalité politique et de savoir ce qu'elle recouvre politiquement. Tout comme l'étiquette d'extrême droite semble aujourd'hui assez acceptée pour parler du Front national – si on la prend du point de vue étymologique, l'extrême droite consisterait à pousser plus loin que la droite, par exemple sur le plan économique –, alors que ce n'est pas le cas : le Front national ne va pas plus loin que la droite libérale sur certains plans, quoique Marion Maréchal, aujourd'hui, trouble aussi les repères.

À l'extrême gauche on retrouve, de la même manière qu'à l'extrême droite, un rejet des valeurs libérales et du système tel qu'il est constitué aujourd'hui. Pour autant, tout comme chez les radicaux de droite, tous ne s'entendent pas dans le rejet des valeurs républicaines. Il y a une partie de l'extrême droite qui s'accorde avec le système, du moins le système électoral, tout comme il y a une partie de l'extrême gauche qui s'accorde sur la participation à des élections. On pourrait finalement dire que la radicalité est une posture face au système, celle de la périphérie face au centre. L'enjeu est d'essayer de réussir à trouver une définition commune, ce qui ne sera pas évident.

Peut-être est-il intéressant de commencer par le Parti communiste. Peut-être dès sa naissance, le Parti communiste a eu une vocation révolutionnaire. Est-ce qu'il a pour autant une vocation radicale ? Et est-ce que son effondrement électoral dans les années 1970 et 1980 a coïncidé avec l'abandon de sa radicalité ? On se souvient de l'abandon, lors du 22<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste, du terme de « dictature du prolétariat » et, à ce moment-là – je ne sais pas si c'est lié ou non – le Parti communiste a commencé à sombrer électoralement.

## Romain Ducoulombier

Ce n'est pas une question évidente que d'essayer de comprendre quelle est la nature de la radicalité de l'offre politique communiste, comment elle s'est construite, et aussi d'une certaine manière comment elle s'est déconstruite à partir des années 1960 et 1970. S'est-elle délitée, évanouie ? Est-ce que le Parti communiste s'est désarmé, pour emprunter au sociologue Julian Mischi le titre d'un ouvrage récent<sup>1</sup> ?

Pour entrer dans la question, on pourrait s'interroger sur la terminologie que le Parti communiste utilise et celle des chercheurs pour qualifier le Parti communiste. Est-ce qu'il faut parler de parti extrême ? Est-ce qu'il faut parler de parti radical ? Est-ce qu'il faut parler – allons-y – de parti totalitaire ? De parti révolutionnaire ? Ou tout simplement de parti ouvrier ? Est-ce qu'il y a d'autres termes que l'on peut mobiliser pour essayer de qualifier le Parti communiste ?

La première chose que l'on peut dire, c'est que le Parti communiste s'est toujours qualifié de révolutionnaire. Tout simplement parce que cette qualité de révolutionnaire lui a été insufflée par sa fondation, en 1920 au Congrès de Tours, son adhésion à la Troisième Internationale, fondée et basée à Moscou, dirigée par les bolcheviques, et qui avait une vocation ouvertement révolutionnaire. La radicalité du PCF, c'est donc sa vocation révolutionnaire. Dans les années 1920, le parti a adopté des positions antimilitaristes ou anticolonialistes extrêmement dures, il a porté l'héritage du syndicalisme révolutionnaire

1. Julian Mischi, *Le Communisme désarmé. Le PCF et les classes populaires depuis les années 1970*, Marseille, Éd. Agone, 2014.

jusqu'à un certain point qui était fait de l'exaltation de la grève générale et de l'action directe syndicale. Il a connu des périodes de sectarisme extrêmement dures à la fin des années 1920, par exemple à la période qu'on appelle « classe contre classe » et à laquelle on doit l'expression de « social-fasciste » qui est encore mobilisée aujourd'hui.

C'est aussi un parti – rappelons-le – qui, dès 1941, quand il entre en résistance, prône tout de suite la lutte armée. Son histoire est jalonnée d'épisodes violents, à des titres très divers, à la fois comme acteur et comme victime. Comme acteur, je pense au 6 février 1934 et à ses conséquences, aux grèves insurrectionnelles de 1947 ou à celles de 1968 ; comme victime, à Charonne en février 1962.

À travers ces quelques exemples, on comprend que son rapport à la République n'est jamais très tendre ni clair. Jacques Julliard, il y a longtemps, a qualifié les communistes de « prétoriens de la République » – une expression intéressante, même si en principe les prétoriens font les empereurs, ce qui n'est pas le cas des communistes sous la V<sup>e</sup> République, c'est le moins que l'on puisse dire. Mais, en même temps, on voit bien que le Parti communiste est perçu comme l'ennemi, selon la célèbre formule d'Albert Sarraut en 1927 : « Le communisme, voilà l'ennemi. »

Pour autant, une fois ce portrait rapide de la radicalité révolutionnaire du Parti communiste mis en avant, il faut aussi dire qu'il a eu à cœur de combattre toute forme de déviation gauchiste et de spontanéisme. Il a été débordé, en particulier à la fin des années 1960, par des mouvements et des partis qui l'ont accusé de s'être rallié au système et d'avoir dégénéré comme l'URSS brejnévienne. Il a été aussi un parti « passoire », il faut le reconnaître, par lequel de

nombreux militants sont passés, qui en sont ensuite sortis. Sortis soit vers des organisations plus radicales – évidemment, je pense à Jacques Doriot, qui est passé dans une organisation pour le moins plus radicale puisque c'était une forme de parti fasciste –, soit dans des partis plus modérés, en particulier le Parti socialiste.

Enfin, et je pense que c'est essentiel, s'il y a eu une radicalité communiste, cela ne veut pas dire qu'il y a eu une marginalité communiste. Au contraire. On pourrait même dire que, comme chacun sait, entre 1945 à la Libération et les années 1970, le Parti communiste a été la force centrale de la gauche ; rappelons qu'en 1969 Jacques Duclos réalise un score de quasiment 21 % à l'élection présidentielle. Par ailleurs, le Parti communiste français a participé au pouvoir, soit en tant que membre d'une coalition gouvernementale – c'est le cas sous le Front populaire –, soit avec des ministres, à la Libération, au début des années 1980, puis dans la gauche plurielle.

On est donc devant la situation paradoxale d'un parti révolutionnaire de gouvernement que l'on peut élucider à travers son appartenance à deux systèmes de nature très différente. D'une part, le Parti communiste était membre du mouvement communiste international centré autour de l'URSS, à laquelle il a toujours maintenu sa fidélité et sa dépendance. D'autre part, il a été un rouage du système politique démocratique, républicain, parlementaire français relativement important. Il a occupé une certaine forme de centralité au sein de la gauche pendant toute une partie du XX<sup>e</sup> siècle.

Son appartenance au mouvement communiste international a été l'une des conditions majeures de la formation de ce que l'on a l'habitude d'appeler maintenant son « logiciel politique ». L'apparte-

nance du Parti communiste au Komintern, à l'Internationale communiste entre 1920 et 1943 a été le moment de la formation d'une culture politique communiste qui a montré une longévité assez exceptionnelle dans l'histoire de la vie politique française. D'autant plus que le Parti communiste est devenu à ce moment-là une sorte de modèle du parti de cadres, du parti de masse, modèle qui a été coulé dans le bronze de la science politique par Maurice Duverger dans son fameux livre sur les partis politiques et le système politique français<sup>2</sup>. C'est ainsi sous l'impulsion de l'Internationale communiste que le Parti communiste se constitue. C'est une structure pyramidale – secrétariat, bureau politique, comité central, fédération, section, cellule. Une organisation rigide, qui est hiérarchisée, verticale, mais qui va, même pour ses ennemis – je parle sous contrôle des spécialistes de l'extrême droite –, constituer un modèle particulièrement efficace et fascinant dans son opposition.

Au-delà de cette culture de parti vont se constituer un certain nombre de pratiques qui sont en partie, largement même, aussi construites autour de l'expérience dans l'Internationale communiste. Je pense à l'autocritique, à la rédaction d'autobiographies militantes supervisée par le service des cadres, à la culture du chiffre, à la culture du rendement, à la culture du rapport et à la bureaucratisation progressive de l'activité militante qui en fait un parti de cadres, un parti de permanents. Cette organisation permet en particulier de rationaliser le recrutement, le placement des militants, comme une sorte de DRH – à une époque où le Parti socialiste, par exemple la SFIO, était un parti d'élus – mais aussi de contrôler idéologiquement cet appareil de permanents.

---

2. Maurice Duverger, *Les partis politiques*, Paris, Armand Colin, 1951.

Deuxième caractéristique héritée de cette époque, c'est la mise en dépendance du syndicalisme. Elle se fait d'abord par une centrale à eux, la CGTU, puis à partir de 1935 par une stratégie de conquête interne de la CGT après la réunification sous le Front populaire. Le syndicalisme a joué un rôle fondamental dans la culture communiste, en particulier comme école de formation militante, très revendicative.

Troisième dimension importante de cette culture communiste, la mise en dépendance, la mise sous contrôle du groupe parlementaire. De ce point de vue, le contre-exemple est la SFIO. Cela passe par une technique – je n'entre pas dans le détail – de contrôle financier et politique des parlementaires du Parti communiste.

Dernier point, le développement d'un empire de presse et de propagande au centre de la mobilisation de l'électorat, de la classe ouvrière, des militants communistes. Imaginez qu'entre 1937 et 1953, à l'exception bien sûr des années de la guerre, le Parti communiste avait deux quotidiens : un du matin – *L'Humanité* – et un du soir – *Ce Soir* – dirigé par Louis Aragon.

Pour aller vite, on voit que cette structure bien particulière du Parti communiste le confronte aux problèmes majeurs des rapports centre-périphérie. La question est d'abord celle de son rapport au centre soviétique : dépendance, autonomie, rupture, modification de la ligne imposée depuis Moscou. Mais aussi celle du rapport entre son centre, le centre parisien, la direction du Parti, et ses périphéries, c'est-à-dire les mairies, les députés, l'installation dans les territoires avec parfois des tensions très fortes, des volontés d'autonomie ou des critiques vis-à-vis du centre.

Cette structure assez exceptionnelle a permis de mettre en place une politique d'enracinement dans les classes populaires qui a doté le Parti communiste de son identité ouvrière – et je dirais aussi paysanne, il ne faut pas l'oublier. La politique a d'abord été celle d'une ouvriérisation systématique de son personnel politique, délibérée – on appellerait cela aujourd'hui une forme de discrimination positive – qui lui a permis de se constituer en parti ouvrier, en parti d'ouvriers pour les ouvriers, même si souvent ces ouvriers étaient devenus des permanents politiques. Le parti a aussi conçu un vaste combat culturel pour imposer l'idée que la classe ouvrière était devenue la classe sujet (et non dominée) de l'histoire. Il a construit le mythe de la classe ouvrière sur le mythe soviétique des années 1920. Le problème étant que ce mythe soviétique se démonte progressivement à partir des années 1960.

De ce fait, et là encore on retrouve le paradoxe que j'évoquais tout à l'heure, c'est un parti qui, tout en étant révolutionnaire, tout en se définissant comme un parti antisystème, a tout fait pour s'insérer dans les structures politiques du système français, et en particulier dans les mairies. Dans les années 1970, le Parti communiste a un empire municipal tout à fait considérable et, même s'il est détricoté largement aujourd'hui, cela reste une de ses lignes de vie. Le parti a d'ailleurs toujours considéré le vote comme une sanction majeure de son action, en particulier pour la classe ouvrière. Il s'est toujours présenté aussi comme un parti des meilleurs des Français. Un parti jusqu'à un certain point national, voire avec une pointe de chauvinisme à certains moments de son histoire. Et qui, dernier point, a prôné une certaine forme de conservatisme culturel et moral. Certainement pas social mais culturel et moral.

Pour terminer cette présentation rapide, il faudrait poser deux questions. Premièrement, jusqu'à quel point cette radicalité a-t-elle été un instrument de son ancrage ? Est-ce que cette radicalité est cosmétique ou périphérique par rapport à son identité ouvrière, qui est le fond de l'identité communiste et qui explique sa pérennité ? Il s'agit du rapport entre ancrage et radicalité.

Je me suis intéressé à la sociologie politique des partis au début du XX<sup>e</sup> siècle. Des hommes comme Moïseï Ostrogorski, James Bryce ou Roberto Michels avaient une vision très pessimiste de l'organisation des partis politiques. Ils pensaient qu'ils étaient des organisations oligarchiques. Les partis, ce sont des organisations qui font des chefs, qui ont pour but de former les chefs. Mais Moïseï Ostrogorski a une formule qui me paraît intéressante : il dit qu'il faut distinguer très précisément la question de la démocratie dans les partis et des partis dans la démocratie. Or le Parti communiste a une structure que l'on pourrait appeler autoritaire. Certains historiens disent proto-totalitaire ou totalitaire. Et pourtant, vous avez compris, il a réussi à remplir malgré cette structure une fonction majeure dans le système démocratique français qui était de représenter un groupe social ou des groupes sociaux qui étaient considérés comme dominés, comme extérieurs aux logiques politiques traditionnelles. C'est-à-dire que, grâce à cette structure, il serait parvenu à remettre en cause les logiques de recrutement et de clôture du champ politique traditionnel qui font qu'il y avait une sorte de surreprésentation bourgeoise dans la représentation nationale par exemple.

Ainsi, cette structure lui a à la fois permis de s'ancrer et en même temps l'a marginalisé. Elle l'a placé dans une posture politique antisystème qui l'a empêché d'accéder durablement aux leviers de

l'État. Et c'est en particulier à cause de cette impuissance qu'il n'est pas parvenu à compenser, quand le moment est venu, les conséquences de la désindustrialisation. Il n'a pas été capable de protéger sa base de recrutement de façon durable.

Deuxièmement, la question de l'identité, du délitement, de l'évanouissement ou du désarmement de l'identité communiste. Le Parti communiste a été en permanence tiraillé entre d'un côté l'isolement dans la pureté révolutionnaire et idéologique, et de l'autre la nécessaire alliance. À partir de la V<sup>e</sup> République, ce problème est devenu très compliqué, en particulier sous l'effet de la présidentialisation du régime.

Je terminerai sur la politique de déstalinisation progressive et très prudente mise en place par le Parti communiste à partir des années 1960. Je passe sur les différents détails de cette politique, mais c'est une stratégie qui était nécessaire face à la dévaluation progressive de l'expérience soviétique qui se produit à partir de la fin des années 1960 et particulièrement dans les années 1966-1970. Cependant cette déstalinisation n'est jamais allée jusqu'au bout, elle a toujours été interprétée comme la confrontation du système soviétique à ses erreurs et à ses fautes, comme un accident en quelque sorte. Cette évolution a précédé la déstructuration progressive, à partir des années 1970, de l'offre communiste. En effet, le Parti communiste français, pour résumer, était un parti du travail, mais un parti du travail industriel, ancien et qualifié. Travail, ancien, industriel et qualifié : on voit bien la distance entre la classe ouvrière telle qu'elle a été au grand moment du Parti communiste et telle qu'elle est aujourd'hui face à la désindustrialisation, précaire, récente, sous-qualifiée ou déqualifiée, etc.

Autrement dit, le Parti communiste, à partir des années 1970 et 1980, a mis en jeu son originalité historique : on est passé du moment révolutionnaire au changement. Cela a abouti à sa banalisation progressive dans l'offre politique communiste. Et ce double enjeu – déstructuration, banalisation – est peut-être la clé du triple effondrement, du triple recul, sociologique, idéologique et politique, dont il est aujourd'hui la victime.

### **Isabelle Sommier**

Je vais faire un grand bond en avant en parlant d'une période beaucoup plus récente. Pour ce qui concerne le spectre politique qui m'intéresse, à la gauche du PC, et le rapport à la radicalité, je dirais qu'il y a deux temps. Au préalable, qu'est-ce qu'un « groupe radical » ? Pour moi, un groupe radical est un groupe qui est dans une posture révolutionnaire, donc de rupture radicale définitive avec le système politique et social en vigueur. Et qui, pour cela, envisage le recours – il ne va pas nécessairement le faire, mais le trouve légitime et inéluctable – à des formes non conventionnelles de participation politique, éventuellement illégales et violentes.

Jusqu'au siècle dernier, c'est-à-dire jusqu'au XX<sup>e</sup> siècle, la radicalité dans ce spectre politique est incarnée par l'extrême gauche. Alors que, depuis notre nouveau millénaire, c'est très certainement plutôt du côté de l'ultra-gauche et des mouvances libertaires et anarchistes qu'elle se situe. On qualifie d'extrême gauche les formations à la gauche du PC qui se présentent comme une alternative au communisme orthodoxe. Ce sont des organisations qui vont incuber au sein du PC puisque celles qui sont le plus tentées par le passage à

la violence politique dans une perspective révolutionnaire – soit dans l'idée de résister à un coup d'État, soit dans une dimension insurrectionnaliste – sont toutes des formations issues de scissions ou de départs volontaires au milieu des années 1960 de l'Union des étudiants communistes. On a deux grandes familles à ce moment-là qui envisagent le passage à la lutte armée : les maoïstes et les trotskistes. Ces derniers sont exclus de l'UEC (Union des étudiants communistes, organisation de jeunesse du PCF) en avril 1966 et iront fonder la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR, ensuite LCR), tandis que les maoïstes le sont quelques mois plus tard et créent l'UJCml (Union des jeunesses communistes marxistes-léninistes) en décembre 1966, d'où procède la Gauche prolétarienne.

Avec la LCR, elle va être l'organisation la plus tentée par le passage à la lutte armée. Preuve en étant que la Gauche prolétarienne met en place une branche clandestine militaire dans une perspective de résistance à un coup d'État ou une évolution autoritaire du régime avec l'idée que, face aux mouvements sociaux qui se sont développés à partir de 1968, le pouvoir bourgeois va réagir « en montrant son vrai visage ». Ce groupe militaire clandestin créé par la Gauche prolétarienne maoïste prendra le nom de Nouvelle Résistance populaire, s'inscrivant dans une filiation avec la résistance historique et également fustigeant le Parti communiste, perçu comme un parti stalinien révisionniste qui a renoncé à sa fonction révolutionnaire.

Puis la Gauche prolétarienne va s'auto-dissoudre en 1973, de crainte selon ses dirigeants de développer une radicalisation telle qu'on l'observe à la même époque en Italie, mais aussi parce que ses actions d'agitprop auprès de la classe ouvrière s'avèrent peu efficaces. À partir de là, l'essentiel de l'extrême gauche sera trotskiste comme Lutte

ouvrière ; l'union communiste issue du groupe Barta en 1940 ou les lambertistes, qui ont changé maintes fois de nom : Parti des travailleurs, AJS, MPPT (pour Mouvement pour un parti des travailleurs) et aujourd'hui Parti ouvrier indépendant. Mais ces lambertistes ont un fonctionnement opaque cultivé et sont plutôt spécialisés dans la pratique de l'entrisme, laquelle a été révélée au grand jour en 2001 avec le passé de lambertiste de Lionel Jospin.

Mais ni LO, qui a pour priorité l'implantation dans les usines, ni les lambertistes sous leurs différents noms n'ont jamais été considérés comme une menace (d'après les archives des Renseignements généraux des années 1970 que j'ai pu consulter). Outre la Gauche prolétarienne, ce qui inquiète les RG, c'est la LCR... enfin, la JCR – eux aussi ont changé plusieurs fois de nom. Au même titre que la Gauche prolétarienne, dans l'après-68, elle considère que 1968, c'est comme 1905 par rapport à 1917 : il faut montrer la voie à la classe ouvrière pour faire de 1968 une répétition générale jusqu'à l'affrontement final. On a donc ici le choix d'une violence de type offensif, à la dimension insurrectionnaliste. Elle édite de petites brochures clandestines, comme *Taupe rouge*, et monte une petite structure beaucoup moins militarisée que celles des maoïstes – on le voit à son nom, la CTS, la Commission très spéciale. Toutefois la période militariste de la LCR, dont l'acmé se situe en 1971, est sûrement le fait d'une compétition avec les maoïstes. Dans un contexte de réactivation du mythe révolutionnaire, la ferveur se mesure à la disposition à utiliser la force de combat, à se mettre au service sérieusement, physiquement, de la révolution. La LCR va être dissoute par décret en 1973 à la suite d'affrontements très violents avec l'extrême droite le 23 juin, et la phase militariste va être sévèrement critiquée en interne. Donc, terminés ces élans guerriers considérés comme puérils

et juvéniles, et retour à l'usine avec le « tournant ouvrier ». À partir de 1974 – certes Alain Krivine s'était déjà présenté aux élections, mais on considèrerait que c'était une farce électorale –, la LCR va s'acclimater de plus en plus au jeu électoral. Tant et si bien que se clôt en quelque sorte cette période de radicalité politique de l'extrême gauche.

Évidemment, vous allez me dire qu'il y a Action directe. Mais Action directe fait justement le lien avec ce j'allais vous dire à propos de l'ultra-gauche. Pourquoi ? Parce que d'une part c'est un groupe armé différé de dix ans par rapport à 1968 et, d'autre part, il est majoritairement composé de deux rameaux. Le premier, ce sont des individus anciennement de la Gauche prolétarienne qui n'ont pas accepté son autodissolution, donc une petite empreinte maoïste et une grosse empreinte internationaliste, avec une grande partie des militants issus de la lutte antifranquiste (d'où le poids particulier de Toulouse). L'autre rameau, je dirais que c'est un terreau contre-culturel d'inspiration anarchiste qui incube dans les luttes urbaines des années 1970 et les squats.

Cela me permet d'en venir au deuxième groupe, l'ultra-gauche, qui va revenir sur le devant de la scène très tardivement, c'est-à-dire au début de notre siècle. L'ultra-gauche, c'est, à l'origine, une même veine communiste et des groupes encore plus restreints que les groupes d'extrême gauche. Elle est l'héritière de différentes mouvances, strates historiques d'opposition au léninisme, comme la gauche communiste du début du XX<sup>e</sup> siècle, avec des personnalités comme Rosa Luxemburg ou Amadeo Bordiga, et le conseillisme allemand des années 1920 inspiré par l'expérience d'Anton Pannekoek, qui oppose les conseils ouvriers à la conception léniniste et centralisée du Parti et de l'État. À ces deux strates historiques, l'ultra-gauche ajoute l'inspiration de l'Internationale

situationniste de la fin des années 1960. Puis l'ultra-gauche disparaît au cours des années 1980, emportée dans la tourmente de la dérive révisionniste et antisémite de la librairie La vieille taupe.

Les deux épisodes significatifs du retour de l'ultra-gauche sont premièrement les mobilisations, qui vont donner lieu à violences, du mouvement anti-CPE en 2006, notamment l'occupation et le saccage – il faut bien le dire – de l'École des hautes études par des militants de l'ultra-gauche. Et puis, évidemment, le deuxième temps du réveil de cette mouvance, c'est Tarnac, en novembre 2008, où plusieurs militants sont accusés d'avoir saboté des lignes à haute tension de TGV. Avant Tarnac, les RG avaient recommencé à s'intéresser à ces mouvances. On a un rapport, sorti en mai 2008, qui s'intitule : « Du conflit anti-CPE à la constitution d'un réseau pré-terroriste international ». C'est quand même un peu exagéré, mais enfin... Ce rapport fait état de 70 passages à l'acte violents de janvier 2006 à mai 2008.

Avant les Français, deux pays ont commencé à s'intéresser de près à ces mouvances. D'abord l'Italie, qui réactive le terme d'anarcho-insurrectionnalisme à la fin des années 1990, en lien avec la criminalisation des squats italiens et la peur d'une nouvelle génération de militants des Brigades rouges. Le deuxième pays est évidemment l'Allemagne, d'où nous vient le nom des fameux « Black Blocs », un terme inventé par la police allemande pour désigner des individus masqués, habillés de noir, comme les autonomes allemands des années 1970 dans le cas des luttes antinucléaires essentiellement et des luttes pacifistes.

Dans cette mouvance ultra-gauche, il y a trois composantes. D'abord, ceux que l'on appelle les « post-situ », les post-situationnistes,

très inspirés par des auteurs de la contre-culture essentiellement américaine, en particulier Hakim Bey et son concept de zone temporaire autonome, avec l'idée qu'il ne faut surtout pas conquérir le pouvoir d'État. À l'inverse du PC et de l'extrême gauche – dont la conquête du pouvoir d'État était l'objectif –, il faut constituer des zones qui échappent au contrôle de l'État, comme les squats, les communautés ou au cours des manifestations. La deuxième mouvance, liée aux Eco Warriors, est l'écologie radicale. C'est la mouvance anti-industrielle, qui se caractérise par le refus de la révolution industrielle, c'est-à-dire à la fois du machinisme et de la technologie, et qui trouve ses origines anciennes dans le mouvement luddiste et, à partir des années 1970, se rattache à une mouvance au nom un peu barbare, anarcho-primitiviste, de John Zerzan et Theodore Kaczynski, dit Unabomber, qui a commis plusieurs attentats au cours de l'année 1995 aux États-Unis et purge une peine de prison à perpétuité. Enfin, la troisième mouvance est le mouvement autonome, venu de l'Italie, en passant par l'Allemagne, et qui arrive en France à partir du milieu des années 1970.

Bien sûr, il faudrait aussi parler des anarchistes et de l'antifascisme parce qu'il y a des accointances. On ne peut pas être aussi tranché. On voit aujourd'hui dans les manifestations contre la loi travail à grande puissance ce qui s'est joué en fait dès 2006.

### **David Doucet**

Le Parti communiste a été un incubateur de radicalités pour les mouvements à la gauche du Parti communiste. De la même manière, je pense, le FN est lui-même un produit de la radicalité parce

qu'il est issu d'Ordre nouveau et des affrontements qui ont eu lieu avec la LCR dans les années 1970. Et il a lui-même produit des mouvements radicaux, comme celui de Carl Lang, Terre et Peuple. Enfin, la radicalité a été un carburant électoral pour le Front national.

### **Nicolas Lebourg**

En effet, pour comprendre l'extrême droite, il faut déjà voir ce qui se passe à gauche. L'expression même « extrême droite » se diffuse dans la presse française après 1917, en réaction à la façon dont la révolution russe « aimantise » une partie de la gauche française, avec l'idée que ceux qui sont le plus contre cette attirance pour le bolchevisme, c'est l'extrême droite. Même si le terme existait avant dans notre vocabulaire, on l'utilisait peu. La première occurrence que j'ai trouvée remonte aux années 1820, dans un petit libelle qui explique que l'homme d'extrême droite est un homme en colère, un homme qui considère que les institutions amènent à la décadence et qu'il faut donner un grand coup de balai dedans pour pouvoir ramener l'ordre et éviter la révolution à laquelle la décadence des élites nous amènerait. Ce n'est pas forcément la définition la plus stupide que l'on puisse donner de l'extrême droite parce qu'elle dit bien plusieurs choses. L'extrême droite, c'est à la fois un caractère, un style et une vision du monde.

Le fait que ce mot d'extrême droite surgisse au XIX<sup>e</sup> siècle n'est pas non plus un hasard. Vous avez une floraison du langage qui a à voir avec ce qu'est l'extrême droite. Un peu avant, en 1793, apparaît « nationalisme » ; ensuite, vous allez avoir « nationalité » qui apparaît en 1825. « Immigration » entre dans le Littré en 1876 ; « ethnique » naît

en 1893. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, « xénophobie » (en 1901), puis « islamophobie » en 1910. Le mot « racisme » entre dans le Larousse en 1932. On voit bien que toutes sortes de choses qui ont à voir avec la question de l'extrême droite surgissent lors de ce XIX<sup>e</sup> siècle. Pourquoi ?

C'est évidemment le siècle de la société industrielle, le siècle des empires coloniaux, qui se demande comment trouver un système unitaire interclassiste ; c'est cela, la différence avec la gauche. Pour cette extrême droite, il y a la nécessité de trouver une hiérarchie légitime qui réunisse les gens de la nation à travers les classes. C'est dans les années 1880 qu'apparaît un des courants majeurs de l'extrême droite, le national-populisme, dont le but n'est pas de mettre à bas la République mais de mettre en place un système. Paul Déroulède appelle cela la « République référendaire » : un sauveur doit émerger du peuple sain contre les élites corrompues et forger un exécutif très fort ; mais ce sauveur dirige par des référendums, directement avec le peuple. Ce national-populisme, on le connaît très bien au XX<sup>e</sup> siècle puisqu'il va devenir une forme majeure de l'extrême droite européenne dans les années 1970, bien évidemment avec Jean-Marie Le Pen, qui est un national-populiste quasiment chimique, mais aussi avec le FPÖ en Autriche.

Ce qui est paradoxal c'est que, lorsque le terme d'extrême droite commence à se diffuser à la fin de la Première Guerre mondiale, notre extrême droite a déjà muté. Avec le national-populisme, elle était apparue politiquement après 1870, au moment de la défaite face à l'Allemagne. Avant, le nationalisme était de gauche en France. Et on va avoir une nouvelle mutation après 1917, avec l'émergence de l'extrême droite radicale. La différence entre l'extrême droite radicale

et l'extrême droite qui existait avant est que cette extrême droite acclimata les leçons du léninisme et veut laver l'homme de toutes les tares du libéralisme. Il ne s'agit plus simplement de changer les institutions, il s'agit de changer l'homme.

Les formes les plus classiques, les plus connues de l'extrême droite radicale sont bien évidemment le fascisme italien et le national-socialisme allemand. D'autres courants sont beaucoup moins connus comme le nationalisme révolutionnaire, le national-bolchevisme, qui est à l'extrême droite des nationaux-socialistes. Il y a aussi ce qu'on appelle traditionalisme en Italie, qui a un sens particulier, puisque ce n'est pas le traditionalisme au sens religieux.

Qu'est-ce que le fascisme ? C'est un parti hiérarchisé, militarisé, qui veut faire vivre la communauté nationale en temps de paix comme elle vivrait en temps de guerre et qui, une fois qu'il s'est saisi de l'État, devient un parti-État qui veut fonder un homme nouveau grâce à une guerre impérialiste à l'extérieur et grâce à un État totalitaire à l'intérieur. Ce qui signifie bien que le terme de fascisme, vous l'entendez, est vraiment à utiliser avec une grande parcimonie dans notre période.

Je viens de définir la forme classique du fascisme, mais il y a un pays très particulier où le fascisme ne ressemble pas aux autres : c'est la France. On y a quelque chose de spécifique, sans ces partis pyramidaux avec ces règles du chef, etc. Le fascisme français est un réseau. On peut prendre, avec Gilles Deleuze, l'image du rhizome, qui est tout à fait adéquate. Sinon un réseau, du moins un réseau de groupes interconnectés sans qu'un grand leader s'impose, et cela va ensuite être la forme majeure du néofascisme après 1945.

Je dis du néofascisme après 1945 parce qu'il faut bien voir que le néofascisme en soi apparaît durant la guerre. À partir de 1942 et l'europanisation du front de l'Est, vous savez que la Waffen-SS compte la moitié de noms allemands, il y a aussi des Français, des Belges, des gens d'un peu partout. On change complètement en passant à une idéologie européenne. De même, en 1943, Benito Mussolini refonde complètement idéologiquement le fascisme en disant que son but est une Europe des États-nations, une Europe d'États nationalistes qui valoriserait l'Afrique en s'appuyant sur les nationalistes musulmans. Il y a toute une réorganisation du fascisme qui se fait durant la guerre, par les nécessités de la guerre parce qu'on a besoin tout simplement de soldats.

Cette nécessité d'organiser le désordre – si j'ose dire – de l'extrême droite française, et en particulier l'extrême droite radicale française, amène dans l'entre-deux-guerres Charles Maurras, le grand penseur du nationalisme intégral, c'est-à-dire de l'école de l'Action française, à proposer ce qu'il appelle un compromis nationaliste. Que l'on soit fasciste ou royaliste, l'important, grâce à ce compromis nationaliste, est de fonder un « front national » en charge de combattre et de renvoyer les problèmes doctrinaux à plus tard. « Compromis nationaliste », « Front national » : on retrouvera ces formules en 1972 lorsque le mouvement Ordre nouveau mettra en place le Front national. Au début, Jean-Marie Le Pen ne doit être qu'un des trois coprésidents, mais il se retrouve finalement seul président après différentes aventures que je vous épargne ici.

L'état était déjà tragique pour l'extrême droite française dans l'entre-deux-guerres et cela s'accroît en Europe après 1945. Partout, on a une extrême droite profondément démonétisée. Divers éléments

vont la sauver : l'agitation de 1968, avec l'idée qu'il y a un péril marxiste, une critique aussi dans l'Europe du Nord de plus en plus forte contre l'État-providence, la pression fiscale, etc. Cela va permettre de commencer à décoincer l'extrême droite.

Dernière évolution essentielle, dernière grande famille de notre extrême droite que l'on peut retenir : c'est le courant du néopopulisme qui, lui, résulte à moitié de l'Europe. Il naît au Pays-Bas en 2001. Cette dernière grande rénovation se présente non seulement en rupture par rapport aux États de l'extrême droite radicale tels que nous les avons connus dans les années 1930-1940, mais en particulier désormais aussi comme défendant les libertés européennes contre un péril islamo-fasciste, un totalitarisme vert qu'imposerait la présence de populations d'origine arabo-musulmane sur le continent européen. Cela va beaucoup inspirer Marine Le Pen, qui mâtine le national-populisme de son père du néo-populisme de Geert Wilders.

Que voit-on quand on regarde tout cela, en quelques mots ? 1870, 1917-1918, 1942, 2001 : ce sont des changements géopolitiques majeurs. Tous les courants, tous les partis, tous les groupuscules d'extrême droite quels que soient le pays et le temps critiquent l'ordre géopolitique tel qu'il est. Mais l'extrême droite elle-même mute dans les grands changements géopolitiques. Elle dit chaque fois dans ce nouvel ordre qu'elle a une solution pour préserver l'unité du groupe qu'elle veut défendre, organiser. Que ce soit l'ethnie, la nation, la race, selon les courants, selon les moments, l'idée est d'arriver à avoir une unité organique, à faire que ce corps soit comme un être vivant face à ces changements et à permettre une fermeture géographique, culturelle, politique, économique, parfois, pas toujours, face à ces changements géopolitiques.

Alors, que penser de l'argument selon lequel le néo-populisme, défendant les libertés, n'est pas un parti violent, donc pas extrémiste – comme Jean-Marie Le Pen le disait du Front national ? Certains politistes, paraît-il classés à gauche, l'ont repris. Mais il n'y a aucun rapport. Dire qu'un mouvement n'est pas extrémiste parce qu'il n'est pas violent, c'est faire une confusion entre les extrêmes droites-États, qui toutes ont utilisé la violence, et les extrêmes droites-mouvements. Or, il y a beaucoup de mouvements d'extrême droite qui n'ont jamais utilisé la violence. La question n'est donc pas là. La question de la violence pour définir l'extrémisme est une mauvaise question. On a défini l'extrême droite, mais on arrive maintenant à la question des radicalités. Qu'est-ce qui lie les choses ? De manière peut-être un peu objectiviste, je vais vous dire qu'il faut revenir au droit.

Que nous dit le droit français ? Dans notre droit actuel, depuis le 10 janvier 1936, nous avons un système juridique qui permet à l'État, s'il en a envie, de dissoudre des groupements. Il y a des motifs de violence – on pense d'ailleurs souvent que la loi est uniquement pour les bandes armées –, mais il y a aussi des motifs idéologiques. Le gouvernement français a le droit de dissoudre des mouvements pour des raisons idéologiques. L'atteinte à l'intégrité du territoire, la volonté d'attenter à la forme républicaine du gouvernement, l'incitation à la haine, à la discrimination, par exemple selon le sexe, selon l'orientation sexuelle, selon la race, selon la religion, etc. : toute une série d'items correspondent à quelque chose que l'on peut donc appeler la radicalité, puisque la radicalité, par définition, est désignée par la norme. Je crois qu'il ne faut pas confondre les questions de radicalité idéologique et les questions de violence politique. On voit bien que c'est une question importante. Quand, en Italie, le Mouvement social italien fondé en 1946 (dont le sigle, MSI, signifie aussi un jeu de mot : « Mussolini tu

es immortel ») arrive au pouvoir, c'est après 1995, lorsque son chef Gianfranco Fini dit : « Vous rangez les chemises noires, je condamne le fascisme, je vais à Yad Vashem, je condamne l'extermination des Juifs d'Europe, je condamne les lois raciales, je condamne le fascisme ». Il finit par s'intégrer tellement au système qu'il se retrouve au centre, beaucoup plus modéré que Silvio Berlusconi, et qu'il disparaît. Et Marine Le Pen a dit de nombreuses fois que son anti-modèle, c'est Gianfranco Fini, parce que si un jour elle ressemble à François Bayrou, il lui sera arrivé la même chose qu'il lui est arrivé.

Enfin, cette question du rapport centre-périphérie a amené quelques confusions ces dernières années sur la question du rapport entre Front national et France périphérique. Reprenons les choses. Le Front national n'est pas le parti d'une France périphérique, sous-entendu la France des petits Blancs du périurbain. Il est le parti dont l'interclassisme, consubstantiel à son idéologie, lie différentes périphéries. C'est-à-dire que, dans le vote Front national, vous avez effectivement aussi bien des classes moyennes supérieures qui vivent dans un quartier loin des populations immigrées que des personnes qui sont au contraire dans des états de paupérisation extrême. Ce sont les périphéries ensemble qui s'agglutinent et c'est justement tout le pari d'un tel parti que d'arriver à les agglomérer pour casser le système électoral.

### Jean-Yves Camus

La tâche qui m'incombe est assez compliquée : il s'agit de savoir si l'on peut assimiler à des radicalités tous les phénomènes théologiques ou politiques qui se sont manifestés ces dernières années

à la fois chez les catholiques traditionalistes ou intégristes – je vous expliquerai tout à l’heure pourquoi le terme d’« intégriste » est un terme qui n’est pas nécessairement pertinent –, la Ligue de défense juive et les islamistes. Par souci de cohérence intellectuelle, je me disqualifie totalement pour parler de l’islam radical ou de l’islamisme. Je ne suis pas arabisant, je ne fais pas de terrain en terre d’islam. Ce n’est pas un refus intellectuel de ma part de considérer le problème, c’est simplement une question d’honnêteté intellectuelle. En revanche, je peux vous parler du judaïsme, de la Ligue de défense juive et des mouvances catholiques traditionalistes intégristes parce que je les étudie depuis assez longtemps.

Cela ne veut pas dire pour autant que j’adhère à l’idée assez répandue selon laquelle il existerait une sorte de front commun des intégrismes qui serait parti à l’assaut de la laïcité, voire de la République. D’abord parce que, de toute évidence, quand on va sur le terrain, on s’aperçoit que ces gens travaillent assez peu ensemble. Ensuite parce que la catégorie même d’intégrisme religieux prête singulièrement à caution. Je connais l’orthodoxie, c’est-à-dire la conformité doctrinale avec l’enseignement d’une religion codifiée – encore faut-il que ce soit une religion dogmatique parce que *stricto sensu* le judaïsme et l’islam n’en sont pas. Et je connais l’orthopraxie, c’est-à-dire le fait de conformer sa vie à l’ensemble des enseignements et des obligations de pratique qui sont contenus dans un livre sacré d’une religion monothéiste ou son exégèse.

Par exemple, dans le judaïsme, il y a différentes graduations dans l’orthodoxie, donc dans le fait de se déclarer être juif, la croyance étant finalement assez secondaire dans le judaïsme, par rapport à la pratique. Le degré d’orthopraxie se juge à des choses très concrètes.

Par exemple, si jamais je m’assieds à cette place et que je suis entouré à ma gauche et à ma droite par une femme, j’enfreins une *halakha*, un commandement qui consiste à ne pas « passer entre deux femmes » (Guémara sur traité Pessahim, 111). Les gens qui sont orthodoxes, les gens que vous voyez tous les samedis et les jours de fête à la synagogue, sont pour certains des gens qui suivent cette prescription ou celle consistant à réciter une bénédiction avant de boire de l’eau dans cette bouteille. Pas tous, tout le monde ne fait pas tout. Tout le monde ne prend pas tout. Je ne connais personne dans le judaïsme dont je puisse dire que sa conduite est à 100 % conforme à l’ensemble des enseignements quotidiens que la religion impose. Et je connais des quantités de gens qui se déclarent orthodoxes et qui font ensuite leur marché. Ils bâtissent finalement une religion qui n’est pas une religion à la carte, mais une religion dans laquelle on progresse par paliers et dans laquelle, dans les points les plus accessoires, les plus secondaires, les prescriptions, les rituels, on n’observe pas tout.

Pour ce qui est de la Ligue de défense juive, par exemple, c’est une erreur grossière de considérer que ce mouvement est religieux. Je parle ici de gens que j’observe et que, pour un certain nombre, je connais : les militants de la Ligue de défense juive, en grande majorité, ne sont pas religieux. Je veux dire que, quand on est religieux, on ne manifeste pas le *shabbat*, ni pour aller manifester soi-même, ni pour aller perturber la manifestation des autres. Si je vais contre-manifester au nom de la Ligue de défense juive et que je me fais embarquer dans le fourgon de la police, je transgresse une *halakha*. D’abord parce que je ne vais sans doute pas venir uniquement les mains dans les poches, je vais porter des choses sur moi, ce qui est *assour*, interdit durant le *shabbat*. Ensuite, les policiers vont me conduire au commissariat de police, je vais donc voyager, c’est *assour*.

Inutile de vous dire que, pour un orthodoxe, ce sont des choses que l'on ne fait pas : on ne prend même pas le risque de les faire. Ce ne sont donc pas, à des exceptions près, des militants religieux.

Ce ne sont pas des personnes qui ont l'objectif d'instaurer un modèle théocratique. À vrai dire ils n'ont pas de modèle d'État. Ils ont peut-être à la rigueur une préférence pour ce qui concerne la manière dont l'État d'Israël devrait fonctionner, en référence à ce que le défunt rabbin Meir Kahane avait élaboré comme modèle, puisqu'il est leur maître à penser, mais la façon dont l'État français doit se comporter n'est pas leur problème. Leur problème est simplement, selon leur interprétation, de tout faire pour que l'antisémitisme cesse en France, ici et maintenant. Et leur second problème est d'adopter la méthode nécessaire pour que, si l'antisémitisme continue, ceux qui le professent ou ceux qui agissent obtiennent, si j'ose dire, la juste rétribution de ce qu'ils font.

C'est un mouvement qui a deux caractéristiques assez intéressantes. La première est qu'il remet en cause quelque chose qui, dans la communauté juive en diaspora, est assez répandu et même totalement majoritaire : la confiance que, jusqu'à une date récente, l'immense majorité des individus avaient dans l'État et dans les institutions. C'est-à-dire que, tout en considérant que, dans l'expérience historique juive, l'État français avait effectivement été un acteur de l'antisémitisme, par exemple pendant la Seconde Guerre mondiale, le fait que l'immense majorité des individus et toutes les institutions communautaires pensent qu'il existe en France un État de droit, des normes juridiques, une législation contre l'antisémitisme et que l'État, en tout cas depuis 1945, est davantage protecteur qu'opresseur. À juste titre, ces gens considèrent que si l'État disparaît ou si l'État faiblit,

alors c'est la manière dont les Juifs sont protégés qui elle-même s'affaiblit.

La Ligue de défense juive nous dit autre chose : elle dit qu'il ne faut jamais avoir confiance en l'État. Il est d'abord naturellement, intrinsèquement, par son histoire, un acteur, ou du moins un complice, de l'antisémitisme. Ensuite, et c'est tout à fait nouveau, elle dit qu'il ne faut pas avoir confiance dans les modes de représentation communautaires institutionnels. Il n'y a rien de plus virulent comme controverses que celles entre la Ligue de défense juive (LDJ) et les instances représentatives du judaïsme français, à commencer par le CRIF et son service de protection de la communauté juive. J'ai assisté à un certain nombre de bagarres entre militants de la LDJ et militants du service d'ordre communautaire qui valaient largement les affrontements entre militants de la LDJ et militants antisémites. Voilà la spécificité de ce mouvement : il a rompu avec un consensus institutionnel instauré depuis la création des principales organisations juives, qui considèrent l'État comme un protecteur et non comme un oppresseur.

Il n'y a rien d'autre, finalement, dans ce groupe-là, qui soit réellement novateur. La question qui se pose alors est : est-ce un groupe radical ? Oui, par les méthodes qu'il emploie, incontestablement. Il utilise la violence, ce qui est encore une fois quelque chose qu'aucune institution communautaire représentative, qu'elle soit laïque ou religieuse, n'a pour projet de faire. Une fois que l'on a dit qu'il utilisait la violence, peut-on dire que c'est un mouvement d'extrême droite ? Cela me paraît être avant tout un mouvement assez spontanéiste. J'ai vu la LDJ s'organiser au fil du temps, la manière dont elle s'est structurée, la manière dont elle agit. Cela n'est jamais qu'un rassemblement de 100 à 150 personnes, pour la plupart très jeunes,

qui se rassemblent plutôt en réaction contre quelque chose. En réaction contre un acte, en réaction contre une initiative de personnes qu'ils estiment hostiles. Y a-t-il véritablement un culte du chef ? Il n'y a pas véritablement d'organisation pyramidale. Est-ce que ces gens sont plutôt de droite ? Oui, ils ont l'idée assez globalisante selon laquelle le climat dans lequel l'antisémitisme s'est développé depuis le début de la seconde *intifada* est imputable au laxisme de la gauche. Ils trouvent que la « droite » du spectre politique français est là-dessus beaucoup plus carrée et beaucoup plus ferme. Mais quelles sont leurs convictions idéologiques de droite ? Elles ne me semblent pas extrêmement affirmées. Il y a à l'intérieur de ce mouvement des gens qui, localement, peuvent très bien voter pour un maire de gauche s'ils considèrent que c'est un bon maire et qu'il a, par rapport à Israël et aux enjeux communautaires, des positions qui les satisfont.

Me paraît bien plus intéressant le cas de ce que l'on appelle l'intégrisme ou traditionalisme catholique. Avec, là aussi, une querelle sémantique. À partir de quel moment cesse-t-on d'être traditionaliste, c'est-à-dire attaché à la tradition de l'Église, pour devenir intégriste, c'est-à-dire arc-bouté sur le dogme et les formes extérieures du culte ? Il y a des graduations. Par exemple, il y a différentes manières de pratiquer l'ancien rite – ce peut être par esthétisme, nostalgie, habitude, ou une combinaison des trois – et être très peu ferré sur l'interprétation théologique des écrits de saint Thomas d'Aquin. Par contre, ce qui est certain, c'est que tous ceux qui ont une vision théologique ou politique claire à l'intérieur du catholicisme traditionnel et qui partent du principe que la loi telle qu'elle est définie par la doctrine sociale de l'Église doit être la loi de l'État sont évidemment tous attachés à l'ancien rite et à l'ensemble de ce qui se rattache à l'Église préconciliaire. C'est très intéressant de voir que, parmi les

fidèles des grandes paroisses dites intégristes de Paris et sa proche banlieue – c'est celles-là que je connais le mieux –, y compris Saint-Nicolas-du-Chardonnet, vous avez énormément de fidèles ayant des responsabilités dans les instances paroissiales qui sont des électeurs de droite, et pas nécessairement des électeurs du Front national ou des sectateurs d'un quelconque groupuscule.

Pourquoi ? Deux choses sont absolument centrales qui sont la colonne vertébrale du catholique traditionnel : la notion d'obéissance et la question du rapport à l'État. La notion d'obéissance est importante si vous êtes un catholique qui respecte l'enseignement de l'Église, car vous êtes respectueux de la hiérarchie, et pas seulement de la hiérarchie religieuse. Les fidèles de feu monseigneur Lefebvre, ceux de la fraternité Saint-Pie-X, ne disent pas que le pape n'est pas pape. Ils protestent absolument de leur fidélité au pape. Ils considèrent simplement qu'un certain nombre d'erreurs théologiques ont été commises, au moment de Vatican II, et que le pape devrait rectifier le tir. Ils ne sont pas dans une optique de scission. Ce ne sont pas eux qui ont scissionné. C'est Rome qui les a excommuniés après les sacres de 1989.

La seconde question qui se pose à eux est le rapport à l'État. Les conditions dans lesquelles, dans la doctrine catholique traditionnelle, on peut ne plus accepter l'autorité de l'État et passer à l'action violente pour renverser le prince ont été énoncées par Thomas d'Aquin, mais elles sont extrêmement particulières. Je vous épargne les controverses théologiques pour savoir dans quelles circonstances on a par exemple le droit de fomenter un assassinat sur la personne du prince. Mais lorsque le colonel Bastien Thierry, lors de son procès, a justement excipé de la doctrine de Thomas d'Aquin pour justifier le fait qu'il avait tenté de tuer le général de Gaulle, et que plusieurs autres

conjurés l'ont fait, cela n'a pas eu un appui flamboyant du côté des organisations catholiques traditionnelles, et notamment du clergé, même du clergé aligné sur les positions de la Cité catholique. Le catholicisme est plutôt dans l'obéissance au pouvoir temporel, sauf cas majeur. La séparation du temporel et du spirituel joue.

Ces mouvements catholiques traditionalistes ou intégristes ont effectivement beaucoup de liens institutionnels avec les mouvements d'extrême droite, particulièrement ceux qui sont maintenant hors Front national, depuis que Marine Le Pen a, à partir de 2011 – même un tout petit peu avant d'ailleurs –, essayé de marginaliser l'influence de ceux que l'on appelle communément « les catho tradi » à l'intérieur de l'appareil du parti. Il faut donc bien distinguer leur place désormais marginale à l'intérieur du Front national et celle qu'ils peuvent avoir comme acteurs d'une mobilisation, parfois importante, en dehors du Front national. Le défilé de Civitas, par exemple, pour la fête de Jeanne d'Arc, rassemble 2 000 personnes. Ce n'est pas énorme, mais beaucoup plus que les manifestations des petits groupuscules qui ont commémoré Jeanne d'Arc en dehors du Front national : le 8 mai 2016, Jean-Marie Le Pen a réuni aux alentours de 500 personnes.

Cependant, l'essentiel de ce que le catholicisme traditionnel a fait ces dernières années me paraît tenir dans des mobilisations qui ne sont pas – je vais peut-être bousculer une idée reçue – violentes. Je pense en particulier à la Manif pour tous. La Manif pour tous elle-même – je parle des cortèges principaux – n'a pas été émaillée de violences particulières autres que symboliques. Les fins de cortège ont certes donné lieu à des affrontements. Mais dans ces manifestations, pour les avoir suivies de bout en bout pratiquement toutes, la masse des gens qui s'étaient déplacés se réclamait plutôt de la droite que du

Front national, qui est venu se greffer là-dessus avec du retard, des états d'âme et à la marge. Un « boutiniste », ce n'est pas un frontiste ; un partisan de Nicolas Dupont-Aignan, ce n'est pas un frontiste.

C'est à la fin des manifestations qu'un certain nombre de groupuscules d'ultra-droite sont venus avec l'objectif d'aller à l'affrontement contre les forces de l'ordre, contre les éventuels antifascistes, car il existe le mythe de la manifestation qui va être attaquée par les antifascistes – cela se produit une fois tous les dix ans, mais tout le monde s'y prépare quand même. L'essentiel de ces manifestations portait un corpus d'idées qui fait son chemin dans la société française et qui constitue avant tout une interpellation pour la droite plutôt que pour l'extrême droite. La question du mariage pour tous interpelle aujourd'hui bien davantage ceux qui vont être candidats à la présidentielle de 2017 et qui représentent les partis du *mainstream* de la droite que le Front national. C'est à droite que le véritable débat se pose aujourd'hui. Finalement, le catholicisme traditionnel – et la vigueur intellectuelle d'un certain nombre de ses penseurs, d'un certain nombre de ses journaux – apporte quelque chose au débat interne à la droite bien davantage qu'au débat interne du Front national.

## TABLE DES MATIÈRES

<b>Introduction de Jean-Yves Camus</b> .....	5
<b>Interventions</b> .....	7

COLLECTION DIRIGÉE PAR GILLES FINCHELSTEIN  
ET LAURENT COHEN

ISBN : 978-2-36244-099-1

© ÉDITIONS FONDATION JEAN-JAURÈS  
12, CITÉ MALESHERBES - 75009 PARIS  
[www.jean-jaures.org](http://www.jean-jaures.org)

Une publication conjointe de la Fondation Jean-Jaurès  
et de la Fondation européenne d'études progressistes,  
avec le soutien du Parlement européen



Réalisation : REFLETS GRAPHICS  
Imprimé en France par l'imprimerie BURELOR  
SEPTEMBRE 2016

**JEAN-YVES CAMUS**  
**ROMAIN DUCOULOMBIER**  
**NICOLAS LÉBOURG**  
**ISABELLE SOMMIER**  
**DAVID DOUCET**

---

## ULTRAS, EXTRÊMES LES RADICALITÉS DE GAUCHE À DROITE

Comment définir les mouvements radicaux, des deux côtés de l'échiquier politique ? Existe-t-il des convergences entre les groupes dits de « gauche » et ceux dits de « droite » ? Connaissent-ils aujourd'hui un nouvel essor ?

Les analyses livrées dans ce cahier, qui reprend les interventions d'une rencontre publique tenue à la Fondation Jean-Jaurès le 18 mai 2016 sous la houlette de l'Observatoire des radicalités politiques, apportent des éclairages nécessaires à la compréhension de ces mouvements, dans toute leur hétérogénéité, et dressent ainsi un panorama précis et utile des radicalités politiques en France.

**Jean-Yves Camus** est directeur de l'Observatoire des radicalités politiques de la Fondation Jean-Jaurès.

**Romain Ducoulombier** est historien, membre de l'Observatoire des radicalités politiques de la Fondation Jean-Jaurès et professeur de lycée.

**Nicolas Lebourg** est membre de l'Observatoire des radicalités politiques de la Fondation Jean-Jaurès, chercheur associé au Centre d'études politiques de l'Europe latine.

**Isabelle Sommier** est sociologue, professeur de sociologie politique à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne.

**David Doucet** est rédacteur en chef web du journal *Les Inrockuptibles*.

[www.jean-jaurès.org](http://www.jean-jaurès.org)



ISBN : 978-2-36244-099-1

3 €

FOUNDATION FOR EUROPEAN  
PROGRESSIVE STUDIES  
FONDATION EUROPÉENNE  
D'ÉTUDES PROGRESSISTES



Fondation  
Jean Jaurès